



ÉCONOMIE

État : la baisse du déficit est décevante

Les dépenses ont diminué de 0,5 % en 2016, comparé à 2015. Mais grâce à des coups de pouce ponctuels.

GUILLAUME GUICHARD

[@guillaume_gg](#)

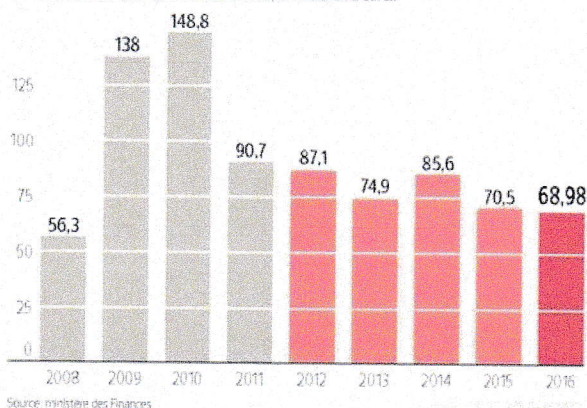
BUDGET Le gouvernement a fait un peu plus de lumière sur les comptes de l'État de 2016. Le déficit, annoncé dès la mi-janvier, a été de 69 milliards d'euros l'an passé. Un résultat mi-figue mi-raisin. Comparé aux dernières prévisions de l'automne, le trou est inférieur d'un milliard. Une performance, alors que les recettes fiscales ont déçu, en étant en retrait de 1,4 milliard par rapport aux derniers pronostics pour atteindre 304 milliards sur l'année. Toutefois, par rapport à 2015, le déficit n'a diminué que de 1,5 milliard. Ce qui est peu.

Le vrai juge de la bonne gestion est en fait l'évolution des dépenses. Et là aussi, le tableau est nuancé. D'après la situation mensuelle budgétaire publiée mardi par Bercy, l'État a dépensé 1,4 milliard d'euros de moins que ce qui était affiché dans ses dernières prévisions. Au total, les dépenses se sont élevées à 379,8 milliards d'euros, en baisse de 0,5 % par rapport à 2015. Cela s'explique, avance l'entourage du secrétaire d'État au Budget Christian Eckert, par deux motifs : certains crédits n'ont pas été consommés et « les précautions habituellement prises pour parer aux incertitudes de fin de gestion n'ont pas toutes été utilisées ». En clair, les fonds gardés en réserve en cas de charges imprévues n'ont pas tous été débloqués.

Seulement, Bercy ne rappelle pas que les meilleures surprises de l'année proviennent des versements aux collectivités locales et à l'Union européenne. En effet, les prélèvements au profit des communes, départements et régions n'ont atteint que 46,5 milliards d'euros en 2016, en vertu du plan

La réduction du déficit marque le pas en 2016

ÉVOLUTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE, en milliards d'euros



d'économie. Soit un repli d'un peu plus de 4 milliards d'euros en un an. Et cette baisse est même de 700 millions d'euros supérieure à ce qui était initialement prévu. Quant à la participation de la France au budget de l'Union européenne, elle a été inférieure de 1,2 milliard d'euros aux anticipations, à 19 milliards d'euros, a souligné le dernier avis du Haut Conseil aux finances publiques.

Hausse des dépenses des ministères

Ainsi, les efforts des collectivités et la facture plus légère réclamée par Bruxelles permettent d'effacer... la hausse du budget des ministères. Ce dernier a en effet dérivé de 0,9 %, à 314,4 milliards d'euros. Une contre-performance, après une baisse de 3 % en 2015... Sachant en outre que la charge de la dette a reculé de plus d'un milliard d'euros en 2016, entraînée par la baisse des taux d'intérêt ! Mais le gouvernement devait, il est vrai,

financer les recrutements de policiers, gendarmes, etc., et la hausse des rémunérations des fonctionnaires. Ainsi, les dépenses de personnel ont crû de 1,4 %.

« Le sérieux dans la gestion budgétaire permet cette année encore de poursuivre le rétablissement des comptes publics, tout en assurant le financement des priorités du gouvernement, notamment la sécurité des Français et l'emploi », vante-t-on cependant à Bercy. « En apparence, les objectifs sont respectés, mais je crains fort que cela soit au prix d'acrobaties comptables, rétorque François Ecalle, ancien de la Cour des comptes et président de Fipeco. Il suffit de retarder le paiement d'achats de matériels, par exemple, pour repousser des dépenses d'une année sur l'autre... » Pour faire toute la lumière sur les comptes de l'État, il faudra donc attendre l'analyse de la Cour des comptes, à la fin du printemps. Soit après l'élection présidentielle. ■